15e année
numéro 297

25 Juin 1939
prix : 2 francs

la révolution prolétarienne

revue bimensuelle
syndicaliste
révolutionnaire

DANS CE NUMÉRO

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue bimensuelle syndicaliste révolutionnaire
(Paraissant le 10 et le 25)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Trois mois	10 fr.
Six mois	20 »
Un an	40 »

EXTERIEUR

Trois mois	13 fr.
Six mois	26 »
Un an	50 »

ADRESSER LA CORRESPONDANCE concernant la Rédaction et l'Administration à la *Révolution Prolétarienne* 54, rue du Château-d'Eau, Paris (10e)

PERMANENCE : Tous les soirs, de 18 à 19 heures

Tél. : **BOTzaris 21-02**

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS notre compte chèques postaux : *Révolution Prolétarienne* 734-99 Paris

Sommaire du N° 297

(25 juin 1939)

La Ligue Syndicaliste

La Ligue Syndicaliste se propose :

De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser le maximum d'action contre le patronat et contre l'Etat;

De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales;

De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale, d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

Comment Staline conduisit son intervention en Espagne

Staline contre la République

Nous achevons de publier aujourd'hui les notes de W. Krivitsky sur l'intervention stalinienne en Espagne, parues dans la presse américaine, et dont nous avons reproduit le début dans notre précédent numéro.

Les véritables hommes de Moscou

Le corps expéditionnaire russe d'Espagne était sous les ordres directs du général Ian Berzin, l'un des deux chefs désignés par Staline pour assurer la direction de l'intervention en Espagne. L'autre chef était Arthur Stashevsky, dont la fonction officielle était celle de représentant commercial de la Russie à Barcelone. Ce furent les véritables « hommes de Moscou » durant la guerre d'Espagne; leur rôle resta parfaitement ignoré pendant qu'ils prenaient entre leurs mains tout le contrôle du gouvernement républicain espagnol.

Le général Berzin avait été pendant 15 ans, chef du deuxième bureau de l'armée rouge. Letton d'origine, il avait dirigé, à seize ans, une petite troupe de jeunes hommes qui menait la guérilla contre le czar. Il fut blessé, pris et condamné à mort en 1906. Vu son âge, le gouvernement du czar commua sa peine en celle de servitude pénale en Sibérie. Il s'échappa et il menait la vie souterraine des révolutionnaires illégaux lorsque le czar fut renversé. Berzin rejoignit alors l'armée rouge, au temps de Trotsky, et parvint à l'une des plus puissantes positions du haut commandement. De large carrure, déjà grisonnant, parlant peu, habile, Berzin avait été choisi par Staline pour organiser et diriger l'armée républicaine espagnole.

Le commissaire politique en chef de Staline en Espagne était Stashevsky. Polonais d'origine, petit et trapu, il ressemblait à un commerçant; officiellement il n'était que le représentant commercial des Soviets à Barcelone. Il avait servi également dans l'armée ; il en démissionna pour se consacrer à la tâche de réorganiser l'industrie des fourrures en Russie à une époque où notre commerce de fourrures était tombé très bas. Son succès y avait été remarquable ; il ranima le commerce des fourrures russes sur tous les marchés du monde. Ce travail l'avait conduit aux Etats-Unis. Staline lui assignait maintenant la tâche de tenir les rênes de l'Espagne républicaine au point de vue politique et financier.

L'homme pour la galerie

Tandis que Berzin et Stashevsky étaient déjà en train d'opérer derrière la scène, le rôle des Brigades internationales dans les batailles républicaines était mis en pleine lumière. Pour le correspondant de guerre étranger, le véritable homme mystérieux de la guerre était Emile Kléber, chef des Brigades internationales, et général du Comintern. Des millions de lecteurs se souviennent encore que Kléber était dépeint comme la figure la plus dramatique illustrant l'héroïque défense de Madrid.

Kléber fut présenté au monde, dans des interviews et des portraits, comme l' « homme de l'heure », celui qui était destiné à jouer un rôle décisif dans l'histoire de l'Espagne et du monde. Son apparence physique donnait créance aux légendes créées autour de lui. Grand, aux traits épais, pourvu d'une épaisse chevelure grise, il ne portait pas ses 51 ans.

Kléber fut dépeint comme un soldat de fortune né en Autriche, naturalisé Canadien ; prisonnier de guerre en Russie il se serait joint aux gardes blancs dans leur lutte contre les bolcheviks, ne se convertissant que plus tard au communisme. Mais tout cela avait été imaginé par la direction générale du Guépéou à Moscou, qui avait, en outre, muni Kléber de son faux passeport canadien. Kléber avait l'ordre de jouer le rôle qui lui était dicté par les agents du Guépéou ; ses interviews lui étaient préparées par les représentants du Kremlin.

En réalité Kléber s'appelait Stern. Il était né en Bukovine, pays qui faisait alors partie de l'Autriche-Hongrie et qui maintenant appartient à la Roumanie. Pendant la guerre mondiale il avait été officier dans l'armée autrichienne, fait prisonnier par les Russes et envoyé dans un camp à Krasnoiarsk en Sibérie. Après la Révolution soviétique il adhéra au parti bolchevik, s'enrôla dans l'armée rouge où il combattit durant toute la guerre civile. Puis il suivit les cours de l'Académie militaire Frunze de l'armée rouge d'où il sortit diplômé en 1924. Pendant un temps, nous travaillâmes ensemble au deuxième bureau de l'état-major général. En 1927 il fut désigné par la section militaire du Comintern comme instructeur dans ses écoles militaires. Il alla en Chine, envoyé par le Comintern en missions confidentielles.

Il n'avait donc jamais été au Canada, ni été associé en aucune manière aux gardes blancs. Les choses n'avaient été imaginées que pour couvrir le fait qu'il était un officier d'état-major de l'armée rouge. Cela rendait son poste de chef des Brigades internationales plus naturel.

En dépit du rôle d'étoile qu'on lui destinait, il était sans pouvoir à l'intérieur de la machine soviétique.

En novembre 1936, ce général du Comintern fut nommé commandant en chef des forces gouvernementales espagnoles dans le secteur nord de Madrid.

Le travail de Berzin et de Stashevsky

C'est à cette époque que je pris à Marseille l'avion pour Barcelone. Une auto, qui m'attendait, me conduisit à un hôtel de la basse

ville qui servait de quartier général aux Soviets à Barcelone. On n'y recevait personne d'étranger. J'y rencontrai Stashevsky, notre représentant commercial, et les membres de son état-major. C'était là que vivait et travaillait l'état-major de notre deuxième bureau en Catalogne, sous le contrôle du général Akulov.

J'étais venu pour mettre sous les ordres des officiers chargés des opérations militaires secrètement dirigées par Berzin les agents que j'avais dans le territoire occupé par Franco. Je pensais en effet que les informations que je recevais des zones rebelles seraient plus utiles à Madrid et à Barcelone qu'à Moscou où je les transmettais.

Le général Akulov avait organisé un service d'espionnage très efficace dans le camp ennemi. Nos opérateurs de radio y travaillaient sans interruption et transmettaient journellement des informations essentielles par le moyen de postes de radios portatifs.

Naturellement mes premières questions eurent pour objet les perspectives d'une victoire militaire. « Les choses sont ici dans un effroyable gâchis, me répondit-on, mais nous avons la consolation que, de l'autre côté, le gâchis est encore pire ».

Le général Berzin s'occupait infatigablement de construire une véritable armée avec les différents détachements sans discipline et sans coordination qui existaient alors. Il pressait Caballero d'ordonner la conscription. Il avait autour de lui un groupe d'officiers d'état-major russes dont il était en train de faire l'épine dorsale du commandement républicain. Il joua un rôle dirigeant dans la défense de Madrid durant les semaines désespérées de novembre et de décembre. Il resta cependant si soigneusement caché que son identité et sa présence en Espagne n'étaient connues que d'une demi-douzaine de républicains espagnols haut placés.

Berzin insistait pour que fût nommé un général en chef. Le gouvernement républicain, n'étant soutenu que par des partis et des factions jaloux les uns des autres, répugnait à s'y décider. Berzin trouva un candidat possible pour ce poste dans le général José Miaja, bon soldat sans ambitions politiques, pour lequel il obtint le commandement suprême de l'armée de Madrid en novembre 1936.

Pendant ce temps Stashevsky faisait tous ses efforts pour rassembler dans ses mains tout le contrôle des finances républicaines, en vertu de la théorie que le pouvoir politique dépend de racines économiques. Il aimait l'Espagne et les Espagnols. Il était enchanté de sa mission; il croyait revivre la Révolution qu'il avait vécue vingt ans auparavant.

Il avait découvert en Juan Negrin, ministre des finances du cabinet de Madrid, un collaborateur bienveillant pour ses plans financiers. Il était presque impossible à Madrid d'acheter des armes ouvertement sur n'importe quel marché mondial. La République espagnole avait déposé dans les banques parisiennes une proportion importante de la réserve d'or de la Banque d'Espagne, dans l'intention d'acheter du matériel de guerre en France. Mais une difficulté insurmontable s'était présentée : les banques françaises refusaient de se dessaisir de cet or parce que Franco menaçait de le leur réclamer dans le cas où il serait victorieux. De telles réclamations ne pouvaient pas effrayer le Kremlin. Stashevsky offrit donc de transporter en Russie ce qui restait d'or espagnol, et, en échange, de fournir à Madrid des armes et des munitions. Par l'intermédiaire de Negrin il conclut l'affaire avec le gouvernement de Caballero.

Le bruit en courut à l'étranger. L'accusation fut portée contre Caballero, dans des journaux étrangers, d'avoir donné en gage une partie de l'or espagnol pour obtenir l'aide russe. Le 3 décembre, alors que le transport de l'or était déjà décidé, Moscou démentait officiellement qu'une telle affaire eût été conclue, de même qu'il avait démenti toute intervention de sa part en Espagne.

Dans notre cercle intérieur on appelait alors par plaisanterie Stashevsky l' « homme le plus riche du monde », à cause de son contrôle sur le Trésor espagnol.

Stashevsky jette son dévolu sur Negrin

Dans les conversations que Stashevsky eut avec moi, en novembre, à Barcelone, les desseins de Staline pour le proche avenir se révélaient déjà. Stashevsky ne me cacha pas que Negrin serait le prochain chef du gouvernement de Madrid. Caballero était universellement regardé, à ce moment, comme le favori du Kremlin, mais Stashevsky avait déjà désigné Negrin comme son successeur.

Caballero était un vrai révolutionnaire, révolutionnaire de principes. En outre, il n'aidait pas le travail du Guépéou, qui commençait déjà, sous la direction d'Orlov, à faire la chasse à tous ces dissidents, indépendants et antistaliniens que le parti communiste rassemble sous l'étiquette générale de « trotskystes ».

Le docteur Juan Negrin avait, par contre, tout ce qui fait un homme politique. Bien que professeur, c'était un homme d'affaires, ayant l'allure d'un commerçant. C'était juste ce qu'il fallait pour le but poursuivi par Staline dans sa politique du « front populaire ». Tout comme le général Miaja, il ferait une très bonne façade pour Paris, Londres et Genève. Il impressionnerait le monde en parlant du respect de la République espagnole pour l'ordre et la propriété ; il n'effrayerait personne par des proclamations révolutionnaires. Sa femme était russe, et il accueillerait très bien, en tant qu'homme pratique, l'extermination des « incontrôlables » et des « fauteurs de troubles », par quelque main que celle-ci fût faite, même celle de Staline.

En outre Negrin ne voyait possible le salut de son pays que par le moyen d'une étroite coopération avec l'Union soviétique. Ce qui l'intéressait n'était point les réformes politiques, mais la victoire de son gouvernement. Il était devenu évident qu'une aide active ne pouvait venir que de la Russie soviétique ; il était prêt à tout sacrifier pour s'assurer cette aide.

Tout cela fut discuté pendant que j'étais à Barcelone, six mois avant que ne tombe le gouvernement Caballero. Stashevsky mit longtemps à parvenir à ses fins ; il y réussit finalement grâce à un complot du Guépéou à Barcelone.

L'ambassadeur officiel russe, Marcel Rosenberg, faisait les discours et tenait la scène, mais le Kremlin ne lui accorda jamais beaucoup d'importance ; c'était Stashevsky qui, silencieusement et efficacement, faisait le travail de Staline.

Le règne de la terreur

Mon camarade Sloutski, chef de la division étrangère du Guépéou, fut envoyé spécialement de Moscou en Espagne pour y organiser une police secrète sur le modèle de celle de Russie.

Il arriva un jour ou deux après mon départ. Le Guépéou fleurissait déjà sur tout le territoire républicain et concentrait ses efforts en Catalogne où les groupes indépendants étaient les plus forts et où les véritables trotskystes avaient leurs quartiers généraux.

L'organisation d'Orlov servit à Sloutski de point de départ ; avec l'aide de policiers experts de Moscou et de communistes espagnols sélectionnés, il établit en Espagne le système complet du Guépéou.

« Ils ont de bons éléments, me dit-il lors de son passage à Paris quelques semaines plus tard, mais ils manquent d'expérience. Nous ne pouvons permettre que l'Espagne devienne une terre de refuge pour tous les éléments antisoviétiques qui y sont accourus de toutes les parties du monde. Après tout, c'est maintenant notre Espagne, une des parties du front soviétique. Nous devons la rendre sûre pour nous. Qui sait combien il y a d'espions parmi ces volontaires ?

« En ce qui concerne les anarchistes et les trotskystes, ils ont beau être des combattants de l'antifascisme, ils n'en sont pas moins nos ennemis. Ce sont des contre-révolutionnaires, et nous devons les supprimer. »

Sloutski avait fait un brillant travail. Dès décembre 1936 la terreur régnait sur Madrid, Barcelone, Valence. Le Guépéou avait établi ses prisons particulières. Il avait ses propres tribunaux et ses propres troupes d'exécuteurs. Il pratiquait l'assassinat et l'enlèvement. Il remplissait ses cachots secrets et opérait par avions.

Naturellement il fonctionnait tout à fait indépendamment du gouvernement républicain; le ministre de la justice n'avait aucune autorité sur le Guépéou. Le Guépéou était un Etat dans l'Etat ; c'était une puissance devant laquelle les plus hauts personnages du gouvernement Caballero tremblaient. L'Union soviétique avait mis la main sur l'Espagne républicaine tout comme si celle-ci était déjà une colonie soviétique.

Le 16 décembre Largo Caballero lançait son défi à Franco : « *Madrid ne tombera pas !* Maintenant seulement la guerre commence, parce que nous avons maintenant le matériel de guerre nécessaire. » Le lendemain, à Moscou, l'organe officiel de Staline, la *Pravda,* proclamait publiquement que l' « épuration » avait déjà commencé à Barcelone, et qu' « elle serait conduite avec la même énergie qu'elle l'avait été en Russie ».

Kléber disparaît

L'héroïque et désespérée défense de Madrid atteignait alors son point culminant. Les escadrilles de Franco démolissaient la capitale et ses troupes en avaient presque atteint les faubourgs. Mais les républicains avaient maintenant des avions et des pilotes, des tanks et de l'artillerie. Notre aide militaire était arrivée juste à temps pour sauver Madrid, au moment même où Franco n'avait plus qu'à la saisir. Le général Berzin et son état-major dirigeaient silencieusement la bataille que le général Miaja commandait officiellement et dont Kléber, le général du Comintern, représentait, pour le monde, la figure héroïque.

Les exploits des brigades internationales et l'aide matérielle reçue de l'Union soviétique amenèrent une telle croissance du parti communiste espagnol qu'en janvier 1937 celui-ci comptait plus de 200.000 membres.

Le sauvetage de Madrid rehaussa considérablement le prestige des Soviets. En même temps il marqua la fin de la première période de l'intervention de Staline dans la guerre civile espagnole. Le travail de stalinisation de l'Espagne avançait maintenant à grande allure. Le Guépéou était à l'œuvre. L'Internationale communiste avait été reléguée au magasin des accessoires.

Le général Kléber fut relevé de son commandement des Brigades internationales le 4 février 1937. On annonça que le général du Comintern était transféré à Malaga pour y organiser la défense républicaine ; on n'entendit plus jamais parler de lui.

Quelques semaines plus tard, alors que j'étais à Moscou, j'appris que la disparition de Kléber était en relation avec l'épuration de l'armée rouge et les nombreuses arrestations d'officiers d'état-major qui avaient eu lieu alors. Beaucoup de ses proches camarades avaient été exécutés comme conspirateurs par les tueurs de Staline ; je courus chez le frère de Kléber, qui avait été rappelé de l'étranger, en avril ; peu de jours après, il était, lui aussi, arrêté par le Guépéou.

La disparition du général du Comintern au cours de la grande épuration signifiait simplement qu'il était l'un de ceux qui n'étaient plus utiles à Staline ; qu'en outre, il en savait trop.

Staline avait décidé que le Comintern avait achevé sa tâche en Espagne, Berzin et Stashevsky ayant maintenant une emprise sérieuse sur le gouvernement espagnol.

La disparition, sans bruit, du général Kléber n'amena aucun commenteire de ceux qui avaient précédemment chanté sa gloire aux quatre coins du monde.

L'histoire de Friend... et de nombreux autres

La victorieuse défense de Madrid réalisée grâce aux armes soviétiques donnait aussi au Guépéou de nouvelles possibilités pour étendre son pouvoir. Des milliers d'arrestations furent faites, y compris celles de nombreux volontaires étrangers venus pour combattre Franco. Toute critique des méthodes adoptées, tout commentaire non flatteur sur la dictature de Staline en Russie, toutes relations avec des personnes non orthodoxes étaient regardés comme une trahison. Le Guépéou employait tous ses moyens habituels pour extorquer des « aveux », et procéder à des exécutions sommaires.

Je ne connais pas le nombre des antistaliniens qui furent exécutés dans l'Espagne républicaine, mais je pourrais citer des vingtaines de cas ; je n'en citerai qu'un seul, dont la victime est peut-être encore en vie ; les faits que je vais indiquer permettront peut-être à sa famille de le sauver.

Un jeune Anglais, mécanicien de radio, nommé Friend, avait un frère à Léningrad, marié à une Russe. C'était un antifasciste en-

thousiaste, et la Russie soviétique était le pays de ses rêves. Il réussit, après de longs efforts, à obtenir la permission de venir en Russie et d'y résider.

Quand l'intervention russe en Espagne se produisit, il fut envoyé comme technicien de radio. Or, au début de 1937, il arriva au Guépéou de Moscou un rapport le représentant comme ayant des « sympathies trotskystes ». Je connaissais très bien ce garçon, et il ne faisait aucun doute pour moi qu'il était dévoué corps et âme à la cause républicaine espagnole et à celle des Soviets. Ce qui était vrai c'est qu'il avait des relations avec des socialistes et autres révolutionnaires, ce qui n'était que tout naturel pour un jeune Anglais qui n'était pas au courant de l'invisible muraille de Chine qui séparait le personnel soviétique des Espagnols.

Peu après je m'enquis à son sujet auprès d'un fonctionnaire du Guépéou à Moscou, qui me répondit évasivement. Comme j'insistais, j'appris que Friend avait été amené à Odessa, prisonnier, et que, pour ce faire, on avait employé le stratagème suivant : le Guépéou d'Espagne l'avait attiré sur un bateau soviétique sous le prétexte d'une réparation à faire à l'émetteur de radio du bord. Friend ne soupçonnait nullement que le Guépéou fût après lui ; à peine arrivé à bord, il était saisi, et, le 12 avril, jeté dans les cachots du Guépéou à Moscou. Son frère de Léningrad et sa famille d'Angleterre ignorent jusqu'à présent ce qui lui est arrivé, et je ne fus jamais à même de savoir s'il a été exécuté comme « espion », ou transporté dans un lointain camp de concentration.

Innombrables furent de semblables cas de disparition. Certains furent enlevés et transportés en Russie ; d'autres tués en Espagne même.

L'un des cas les plus sensationnels fut celui d'Andrès Nin, le chef du parti révolutionnaire d'unification marxiste (P. O. U. M.). Nin avait été, autrefois, trotskyste, et, auparavant, un militant très actif de l'Internationale communiste. Nin disparut de la prison où il avait été enfermé par le Guépéou. Un autre cas remarquable fut celui du jeune Smillie, fils du fameux chef syndical anglais, Robert Smillie, qui fut tué dans une prison du Guépéou d'Espagne

Arrêt des livraisons de matériel de guerre

L'activité du Guépéou sur le sol espagnol amena la division dans les rangs des antifascistes espagnols. Caballero et ses amis commençaient à s'apercevoir qu'ils ne s'étaient pas rendu compte de ce qu'ils faisaient en faisant l'unité de front avec le parti communiste. Caballero ne digérait pas cette terreur soviétique qui était en train de décimer son propre parti et frappait ses alliés politiques. De son côté le gouvernement autonome de Catalogne luttait becs et ongles contre l' « épuration » du Guépéou, non sans l'approbation de Caballero. Une crise intérieure s'approchait.

C'est à cette époque que *je reçus l'ordre de liquider graduellement mes achats et fournitures de matériel de guerre pour l'Espagne.* (1) Notre aide en matériel allait être soigneusement dosée pour être tout juste ce qu'il faudrait pour empêcher la défaite sur les champs de bataille ; elle allait servir d'épée de Damoclès sur la tête de Caballero.

Vains efforts pour modérer le Guépéou

Des cercles intérieurs de Moscou où les affaires d'Espagne étaient en train de se décider, je vis la crise du camp républicain se développer et atteindre son point culminant.

En mars 1937, je lus un rapport confidentiel du général Berzin au commissaire de la guerre Vorochilov, qui avait été lu aussi par Iéjov, le nouveau chef du Guépéou. Les rapports de ce genre étaient écrits naturellement à l'intention de Staline, bien qu'ils fussent adressés au supérieur hiérarchique immédiat de l'auteur.

Après avoir donné une estimation optimiste de la situation militaire et avoir loué Miaja, Berzin rapportait les ressentiments et les protestations qui se faisaient jour contre le Guépéou dans les hautes sphères espagnoles. Il déclarait que nos agents du Guépéou étaient en train de compromettre l'autorité des Soviets en Espagne par la manière dont ils intervenaient partout sans autorisation, et par l'espionnage qu'ils pratiquaient jusque dans les bureaux du gouvernement. Il concluait en demandant avec insistance qu'Orlov fût rappelé immédiatement d'Espagne.

« Berzin a absolument raison », me dit Sloutski après que j'eus lu ce rapport. Chef de la division étrangère du Guépéou, Sloutski se rendait bien compte que nos hommes se conduisaient en Espagne comme en pays conquis, traitant les chefs espagnols tout comme les coloniaux traitent des indigènes. Comme je lui demandai si on rappellerait Orlov, Sloutski me déclara que c'est Iéjov qui aurait à en décider.

Iéjov, en tant que grand maître de la grande « épuration » alors en cours en Russie, regardait lui-même l'Espagne comme une province russe. En outre, les amis qu'avait Berzin dans l'armée étaient en train d'être arrêtés par toute la Russie, et la vie de Berzin n'était pas plus sûre que celle d'aucun autre. Le fait que ses camarades étaient actuellement dans les filets du Guépéou aurait comme conséquence que son rapport serait regardé avec suspicion par le Kremlin.

En avril, Stashevsky arriva à Moscou afin de faire personnellement son rapport à Staline sur la situation d'Espagne.

Bien que stalinien à tous crins, membre du parti rigidement orthodoxe, Stashevsky sentait que la conduite du Guépéou dans la zone républicaine était une erreur. Comme le général Berzin, il était adversaire d'une « épuration » de style russe en Espagne.

Stashevsky n'avait aucune tendresse pour les opposants ou les trotskystes de Russie et il approuvait les méthodes du Guépéou à leur égard mais il estimait que le Guépéou ne devait pas intervenir au sein des partis politiques espagnols responsables. Il fit entendre prudemment à Staline qu'il pourrait peut-être modifier la politique suivie par le Guépéou en Espagne. Le grand patron parut être d'accord, et Stashevsky quitta le Kremlin très satisfait.

Nous eûmes ensemble plusieurs conversations. Stashevsky s'attendait à la chute pro-

(1) C'est nous qui soulignons. (Note du traducteur).

chaine de Caballero et à son remplacement par Negrin, son poulain.

Un seul obstacle : la Catalogne

Pour quelques-uns de nous il était évident que des événements importants allaient se produire en Espagne. Staline avait fait assez de progrès dans la réalisation de son plan de vassalisation de l'Espagne pour pouvoir tenter un pas de plus. L'Internationale communiste était en train de disparaître de la scène; Berzin tenait en mains les rênes de l'armée espagnole ; Stashevsky avait fait transférer à Moscou la plus grande partie de la réserve d'or de la Banque d'Espagne ; la machine du Guépéou marchait à toute vapeur ; l'intervention de la Russie s'était réalisée selon le mot d'ordre donné : « se tenir hors de portée des canons », et le risque d'une guerre internationale avait été ainsi évité. Le but de Staline semblait près d'être atteint.

Le seul gros obstacle était la Catalogne. Les Catalans étaient antistaliniens et comptaient parmi les principaux soutiens du gouvernement Caballero. Pour avoir le plein contrôle, Staline devait encore mettre la main sur la Catalogne et se débarrasser de Caballero.

Staline assigna cette tâche au Guépéou.

Un anarchiste russe agent provocateur

Ce qui me le montra, ce fut le rapport d'un des chefs du groupe anarchiste russe de Paris, agent secret du Guépéou. Il avait été envoyé à Barcelone où, en tant qu'anarchiste très connu, il jouissait de la confiance des anarcho-syndicalistes du gouvernement local. Sa mission était d'agir comme « agent provocateur », en incitant les Catalans à commettre des actes qui permettraient de faire appel à l'armée sous le prétexte de supprimer une révolte à l'arrière du front.

Ce rapport était d'au moins 30 pages. Comme tous nos rapports confidentiels il avait été apporté sous la forme de tout petits rouleaux de pellicules photographiques. Un service spécial des bureaux de Moscou est muni des appareils photographiques américains les plus perfectionnés pour produire ces photographies. Les négatifs agrandis reproduisent les pages du rapport.

L'espion anarchiste fournissait une relation détaillée de ses conversations avec les différents chefs dont il avait la confiance, ainsi que des mesures qu'il avait prises pour les pousser à des actes devant donner au Guépéou une excuse pour les détruire. Il était certain qu'une explosion se produirait bientôt à Barcelone.

Un autre rapport fut envoyé par José Diaz, le chef du parti communiste espagnol. Il était adressé à Dimitrov, secrétaire de l'Internationale communiste, mais celui-ci l'envoya immédiatement aux bureaux du Guépéou, car il savait depuis longtemps qui était son véritable maître.

Diaz présentait Caballero comme un rêveur et un phraseur qui ne serait jamais pour Staline un allié sûr. Par contre, Diaz faisait l'éloge de Negrin, et terminait en décrivant le travail fait par les communistes chez les socialistes et les anarcho-syndicalistes afin de les affaiblir aussi de l'intérieur.

Ces rapports montraient à l'évidence que le Guépéou était en train de monter un complot pour détruire les éléments « incontrôlables » de Barcelone, et installer à la place le contrôle de Staline.

Les journées de mai œuvre du Guépéou

Le 2 mai 37, Sloutski me téléphona à l'hôtel Savoy, où je me trouvais alors, pour me demander de me mettre en communication avec un communiste espagnol important du nom de Garcia. C'était le chef de la police secrète du gouvernement espagnol dont le siège était à Valence. Il avait été envoyé en Russie pour participer aux fêtes du 1er mai, mais, à cause de l' « épuration » qui battait alors son plein, on n'avait pas pris garde au télégramme annonçant son arrivée ; personne n'avait été le voir ; il était tout seul dans un hôtel éloigné, le Nouveau Moscou. Sloutski me demandait de réparer les choses du mieux que je pourrais.

J'allai le voir avec un camarade; nous trouvâmes un homme franc et vigoureux, âgé d'une trentaine d'années. Il nous déclara que c'était son bon ami Orlov, le chef du Guépéou en Espagne, qui avait eu la bonté d'arranger ces vacances pour lui dans la capitale soviétique.

« J'ai été très heureux de venir, nous dit-il, mais personne n'est venu me recevoir, et je n'ai pu obtenir un passe pour entrer sur la Place Rouge le 1er mai. Tout ce que j'ai pu voir de la revue est ce que j'ai pu en apercevoir d'ici, par ma fenêtre, par delà la rivière. »

Nous présentâmes nos excuses au camarade Garcia et l'emmenâmes dîner au Savoy. Il fit la remarque que les travailleurs russes que l'on rencontrait dans les rues étaient manifestement beaucoup plus malheureux que les travailleurs espagnols même pendant la guerre civile. Il avait remarqué également que les vivres étaient rares, et il me demanda pourquoi le gouvernement soviétique ne parvenait pas à élever le niveau de vie des masses.

Lorsque je vis Sloutski, je lui demandai : « Quelle idée d'amener ici cet Espagnol ! »

— Orlov désire qu'il soit absent, me répondit Sloutski, nous avons à le garder ici et à l'amuser jusqu'à fin mai.

Ayant eu connaissance des rapports dont je viens de parler, je n'avais pas besoin de demander ce qu'Orlov comptait faire en mai.

Les nouvelles de Barcelone éclataient maintenant sensationnellement sur le monde : toutes les manchettes annonçaient REVOLTE ANARCHISTE A BARCELONE *!*

Les correspondants de journaux télégraphiaient : « Un complot antistalinien dans la capitale catalane, une bataille pour le Central téléphonique de la ville, des bagarres de rues, des barricades, des exécutions. » Les Journées de Mai de Barcelone nous apparaissaient maintenant comme une guerre fratricide entre les antifascistes pendant que Franco attaquait ; selon les communications officielles, les révolutionnaires catalans essayaient de saisir traitreusement le pouvoir à un moment où l'énergie de tous était indispensable pour résister au fascisme, et la version de la tragédie de Barcelone qui fut donnée à la presse et qui trouva son écho à travers le monde fut que c'était une rébellion de « quelques éléments incontrôlables qui étaient parvenus à s'introduire dans

l'extrême gauche du mouvement anarchiste afin de provoquer des troubles dans l'intérêt des ennemis de la République ».

L'absurdité de cette version est manifeste. Les révolutionnaires catalans contrôlaient déjà le gouvernement de Catalogne ; pourquoi auraient-ils « essayé de s'en emparer » ? Le fait est que les événements de Barcelone furent le résultat d'une conspiration réussie du Guépéou. Le combat commença par un raid dirigé par des agents du Guépéou sur le Central téléphonique. Durant les cinq jours suivants le sang coula ; cinq cents personnes furent tuées et plus d'un millier blessées. Par cette opération le Guépéou faisait de la Catalogne la question sur laquelle le gouvernement de Caballero devait résister ou tomber.

Dès que le sang eut fini de couler, les communistes espagnols conduits par Diaz demandèrent la suppression de tous les autres partis et des syndicats en Catalogne, la mise des journaux, des stations de radio et des réunions publiques sous le contrôle du Guépéou, et la suppression immédiate et complète de tous mouvements antistaliniens sur tout le territoire loyaliste.

Largo Caballero n'accepta pas ces demandes. En conséquence il dut démissionner le 15 mai. Le docteur Juan Negrin devint président du conseil, ainsi que Stashevsky en avait décidé depuis le début. Le nouveau gouvernement fut décoré du nom de gouvernement de la victoire ; Negrin devait en rester le président jusqu'à l'effondrement des lignes républicaines en mars de cette année.

En apprenant les nouvelles de Barcelone, Garcia vint me trouver. Il était dans un grand état d'excitation ; il avait été à l'ambassade d'Espagne ; il voulait retourner immédiatement en Espagne et ne pouvait comprendre pourquoi il ne pouvait partir. Mais Sloutski ne pouvait le laisser aller car Orlov, à Barcelone, ne voulait pas encore de Garcia autour de lui. Il était bien vrai que c'était un membre éminent du parti communiste, mais il pouvait occasionner quelques ennuis ; le Guépéou était en train de faire à Barcelone des dizaines de milliers d'arrestations. Sloutski offrit à Garcia un voyage au Caucase et en Crimée, insistant sur ce que le gouvernement soviétique désirait qu'il voie tout, mais Garcia ne voulait qu'une chose : retourner chez lui. Naturellement, il n'y parvint pas.

L'arrivée du trésor espagnol

Garcia avait fait connaissance à l'ambassade d'Espagne de quatre autres Espagnols qui désiraient, eux aussi, rentrer chez eux. Ces quatre hommes logeaient dans deux grandes chambres de l'hôtel Métropole ; on les avait accompagnés dans chaque musée de Moscou, on les avait menés voir tout ce qu'il y avait à voir à l'intérieur et autour de la capitale ; ils avaient été en Crimée, au Caucase, à Léningrad, même au barrage des chutes du Dnieper. Cela faisait cinq mois qu'ils étaient en Russie. Chaque jour ils venaient à l'ambassade d'Espagne pour avoir des nouvelles de leur pays ; chaque jour ils demandaient en vain qu'on leur rende leurs passeports afin qu'ils puissent retourner en Espagne.

De mes conversations avec eux je déduisis qu'ils comprenaient qu'ils étaient prisonniers: Leur gouvernement ne pouvait rien faire pour eux ; ils étaient la chose de Staline.

Je demandai à Sloutski qui ils étaient.

« Ces quatre-là, me dit-il, ce sont les caissiers de la Banque d'Espagne. Ils sont venus ici avec le chargement d'or ; ils ont passé trois mois à en faire le compte, jour et nuit, et à contrôler les chiffres. Et voilà que maintenant ils veulent retourner chez eux ! »

« Ils auront bien de la chance s'ils y rentrent jamais, » ajouta Sloutski.

J'avais vu dans les journaux de Moscou une liste de hauts fonctionnaires du Guépéou qui avaient reçu l'ordre du Drapeau rouge. Quelques-uns de ces noms m'étaient familiers. Je demandai un jour à Sloutski quels services exceptionnels leur avaient valu cette distinction si enviée ; il me répondit que ces décorés avaient été les chefs d'un groupe spécial de quelque trente hauts fonctionnaires du Guépéou, très sûrs, qu'on avait envoyés à Odessa travailler comme dockers.

Une énorme quantité d'or était arrivée d'Espagne à Odessa. Staline n'avait voulu confier à personne d'autre qu'aux plus hauts fonctionnaires de sa police secrète le soin de décharger le précieux métal, de crainte de fuites. Il avait chargé Iéjov de choisir personnellement les hommes qui accompliraient cette tâche. Toute l'opération avait été conduite dans un secret si absolu que c'était la première fois que j'en entendais parler.

Un de mes collègues qui fit partie de cette extraordinaire expédition me décrivit comment les choses s'étaient passées à Odessa. Tout l'espace autour du quai avait été vidé et entouré par un cordon de troupes spéciales. Dans cet espace vide et désert qui s'étendait des soutes du bâtiment à la voie ferrée les plus hauts fonctionnaires du Guépéou portèrent les caisses d'or sur leur dos. Durant des jours et des jours ils portèrent leur fardeau d'or, le chargeant sur des wagons de marchandises, qui furent ensuite conduits à Moscou sous la garde d'une escorte armée.

Ce collègue essaya de me donner une estimation de l'or qui avait été ainsi déchargé à Odessa. Nous traversions à ce moment l'immense place Rouge. Me montrant du doigt les quelques milliers de mètres carrés qui nous entouraient, il me dit : « Si toutes les caisses d'or que nous avons empilées sur les quais d'Odessa étaient ici mises côte à côte, elles couvriraient la place Rouge de bout en bout. »

Le trésor que Staline obtint ainsi de l'Espagne se montait certainement à plusieurs centaines de millions de dollars, il atteignait peut-être un demi-milliard.

Disgrâce de Stashevsky et de Berzin

Peu après la chute du gouvernement Caballero, je me trouvais dans le bureau de Sloutski lorsque le téléphone sonna. C'était la « section spéciale ». On désirait savoir si Mlle Stashevsky avait quitté le territoire de l'Union soviétique.

Sloutski, qui était un ami de Stashevsky et de sa famille, en fut fort troublé ; il téléphona aussitôt au bureau des passeports ; en reposant le récepteur, il poussa un soupir de soulagement : Mlle Stashevsky avait passé la frontière ; il en donna avis à la « section spéciale ».

Nous comprenions tous deux que cela ne si-

gnifiait rien de bon pour Stashevsky. Il était retourné à son poste de Barcelone. Sa femme, Regina, était à Paris où elle travaillait au pavillon soviétique à l'Exposition. Stashevsky s'était arrangé pour que leur fille, âgée de 19 ans, vienne rejoindre sa mère et travailler avec elle. La jeune fille parvint à Paris. Un mois après, en juin, elle recevait l'ordre de revenir à Moscou pour rapporter certains objets du pavillon soviétique ; sans soupçon, elle retourna en Russie.

Dans le même temps, son père était rappelé d'Espagne. C'était en juillet 1937 ; j'étais de retour à Paris. Je téléphonai souvent à Mme Stashevsky pour savoir quand son mari passerait. Un jour, elle me dit que son mari et le général Berzin avaient traversé Paris mais ne s'y étaient arrêtés qu'entre deux trains, rejoignant Moscou en toute hâte. Elle ne pouvait cacher son anxiété. Staline avait en effet changé, en juin, presque tout le haut commandement de l'armée rouge, avec, en tête, le maréchal Toukhatchevsky ; l' « épuration » était en train d'atteindre de monstrueuses et inimaginables proportions.

J'allais voir constamment Mme Stashevsky. Elle ne savait rien, ni de sa fille ni de son mari. Elle se mit à téléphoner à son appartement à Moscou ; elle savait que si sa fille et son mari n'y étaient pas, un ami y habiterait. Durant plusieurs jours et plusieurs nuits, elle ne cessa de faire sonner son numéro, mais toujours la réponse était la même : « On ne répond pas. »

Elle ne parvenait pas à comprendre ce qui avait pu arriver, et continuait ses tentatives. Un jour, enfin, la communication fut établie. C'était une bonne qui répondit : Stashevsky n'était pas arrivé ; personne dans l'appartement ne savait s'il était à Moscou ; on ne savait rien non plus sur la jeune fille — rappelée comme otage un mois auparavant.

Deux semaines passèrent sans nouvelles. Au début d'août Mme Stashevsky reçut un bref mot de son mari lui demandant de retourner à Moscou. Elle savait par ses appels téléphoniques que cette lettre venait sans aucun doute de prison. Elle fit néanmoins ses bagages et retourna en Union soviétique où était tout ce qu'elle avait au monde.

Le général Berzin aussi disparut. L'exécution des principaux généraux de l'armée rouge était d'un mauvais présage pour lui. Comme Stashevsky, il avait été intimement lié aux commissaires et généraux exécutés, depuis le commencement de la révolution soviétique, soit depuis tout près de vingt ans. En face d'un tel « crime », ses succès en Espagne, sa complète loyauté et sa stricte obéissance ne pouvaient compter pour rien. A ce jour, il a rejoint ce nombre immense de chefs soviétiques dont le destin peut être soupçonné, mais ne sera peut-être jamais su.

Echec final de Staline

C'est à cette même époque, dans l'été de 1937, juste au moment où Staline semblait avoir atteint son but dans la lointaine Espagne, que le Japon frappa son coup en Chine. La menace à l'est devint alarmante pour la Russie. Les forces japonaises s'emparaient de Pékin, bombardaient Shanghaï, avançaient sur Nankin. Le gouvernement de Chang Kaï Chek faisait sa paix avec Moscou et demandait l'aide des Soviets.

En même temps, à l'ouest, les puissances fascistes devenaient de plus en plus agressives. L'Italie et l'Allemagne intervenaient ouvertement en faveur de Franco. La situation militaire de la République espagnole devenait chaque jour plus difficile. Si Staline voulait consolider ses succès en Espagne, il lui fallait fournir toute l'aide nécessaire pour battre Franco et ses alliés. Or, plus que jamais il ne désirait pas courir le risque d'une grande guerre. Son mot d'ordre depuis le commencement de l'aventure avait été : « Tenez-vous hors de portée des canons », ce mot d'ordre se faisait de plus en plus impérieux depuis que le Japon avait envahi la Chine et menaçait les frontières sibériennes.

Le rôle de Staline en Espagne allait maintenant diminuer. Staline était intervenu en Espagne dans l'espoir qu'il pourrait, en y établissant un régime vassal, construire un pont de Moscou à Londres et Paris. Sa manœuvre ratait. Léon Blum et Anthony Eden démissionnaient. Paris et Londres adoptaient une attitude plus amicale à l'égard de Franco. En conséquence, Staline se retira graduellement, durant l'année 1938, du champ d'action espagnol. Tout ce qu'il gagnait à cette aventure était l'acquisition de l'or espagnol. Dans son principal objectif, celui de sortir le char de l'Etat soviétique de son isolement parmi les grandes puissances, Staline avait échoué.

W. G. KRIVITSKY.

Pour les camps espagnols !

Plusieurs camarades ont été émus par ce que nous avons publié sur le martyre des républicains espagnols, et nous ont demandé ce qu'ils pourraient faire.

Pour tous ceux qui ont des camps à proximité, (d'hommes ou de femmes), et qui peuvent se déplacer, la chose la plus utile à faire est d'y aller. Nos camarades ont, avant tout, le besoin de ne pas se sentir isolés. Pour les camps d'hommes au moins, nous pouvons, en général, donner des noms de camarades, parlant français autant que possible, afin qu'on puisse les faire appeler personnellement, et les charger de distribuer ce qu'on apporterait.

La seconde chose est de leur apporter tout ce qu'on peut. Il faut penser qu'ils sont démunis de tout : ils ont besoin de chemises comme de livres, de pain comme de savon ou de papier à lettres. Tout ce qu'on apportera, de quelque nature que ce soit, sera donc utile.

Pour ceux de nos camarades qui n'ont pas la possibilité d'aller dans un camp, et qui veulent être sûrs que leur souscription est directement employée à l'achat de marchandises pour les réfugiés, nous recommandons spécialement le système de colis individuels récemment inauguré par S.I.A., et dont on trouvera l'annonce détaillée en 3e page de la couverture.

JOURNAUX • LIVRES, REVUES

A PROPOS D'UN LIVRE DE M. ALEXANDRE ZEVAES SUR LA C.G.T.

M. Alexandre Zévaès est avocat. C'est son droit. Il fut l'avocat de l'assassin de Jaurès : c'était encore son droit, mais ce n'était peut-être pas son devoir.

M. Alexandre Zévaès est aussi historien. C'est son droit, mais nous avons dans ce domaine droit de regard. D'autant plus que M. Zévaès se mêlant d'histoire syndicale montre son ignorance et prête à certains de nos camarades confédérés des attitudes qui leur sont étrangères.

En bref, M. Zévaès se fait l'avocat des communistes dans son livre sur « La C. G. T. ».

Eh bien! nous, nous aidant de quelques textes anciens, qu'un ami informé nous communique, nous allons rappeler ce qu'étaient, il y a quelques années, les opinions de M. Zévaès. On verra le crédit qu'on peut lui faire.

M. Zévaès est l'auteur d'un livre glorifiant le parti républicain socialiste, qui parut sous le titre « Une campagne socialiste : 1910-1917 » (Ed. de l'Effort). M. Zévaès qui fut socialiste expliquait pourquoi il était devenu républicain-socialiste, et vantait les qualités de son parti.

Voici son opinion sur l'unité socialiste (p. 14) :

Dès la première heure, nous refusâmes notre adhésion à l'unité socialiste. Cela démontre combien est absurde l'injure que s'imaginent décocher quelques unifiés mal élevés aux républicains que nous sommes en les traitant de renégats... Nous n'avons jamais appartenu à la section française de l'Internationale ouvrière.

Et voici comment il jugeait l'action de la C.G.T. et du socialisme avant-guerre. On appréciera le morceau : (p. 61)

« *Deux méthodes sont en présence et de* 1910 *à* 1914 *n'ont cessé de s'opposer : l'une, vivant de surenchères et de promesses irréalisables, asservissant les consciences et avilissant les caractères.*

» *L'autre, soucieuse de réformes continues, veut ramener la concorde au sein du pays. C'est celle qu'Aristide Briand a exposée à Périgueux, Saint-Chamond, Saint-Etienne, Paris* (1909-14). »

Voulez-vous savoir comment il jugeait l'action pacifiste avant 1914 ? Expliquant, p. 77 du livre que les concessions amènent la guerre (déjà...), M. Zévaès écrit :

« *De là notre adhésion patriotique et résolue à la loi de 3 ans, que lors de la campagne électorale de* 1914, *nous avons soutenue contre la meute hurlante des suiveurs de M. Jaurès.* »

Et il se vante d'avoir démasqué « *nombre de socialistes des pays alliés, acquis à la cause allemande quand ils ne sont pas les agents directs et stipendiés de la Wilhelmstrasse : Ramsay Macdonald, Grimm, Lénine, agent allemand dont la trahison a éclaté à tous les yeux, Camille Huysmans...* »

Après quoi (pp. 99-102), M. Zévaès, qui manque d'odorat, fait l'éloge de Clemenceau, de Barthou, de Pichon, de Briand et de Millerand.

On aimera aussi, j'en suis sûr, savoir ce que M. Zévaès pensait de la Révolution russe en 1919. Dans une conférence qui fut publiée aux Editions de l'Effort sous le titre « Le Bolchevisme devant la démocratie et le socialisme », M. Zévaès déclara notamment :

« *La révolution du 7 novembre à Pétrograd, c'est le 2 décembre de M. Lénine et de la tourbe d'aventuriers et de coquins qui constituaient l'état-major et le gouvernement bolcheviks* (p. 11).

» *Par la démocratie comme par le socialisme, le bolchevisme est condamné. Peut-il encore longtemps continuer son œuvre malfaisante et destructrice ?...*

» *Tous ceux qui s'intéressent à la Russie, qui souhaitent de la voir sortir du gâchis et de l'anarchie où elle se débat misérablement et se meurt, doivent faire les vœux les plus ardents pour le succès de Koltchak.* (p. 29).

» *L'effondrement du bolchevisme est inévitable, il est prochain* (p. 30). »

Les staliniens nous remercieront certainement d'exhumer ces textes.

Je n'ajouterai qu'un mot. Quand on a un passé politique de ce genre, on doit être réservé dans ses jugements. Pour moi, j'avais déjà dû faire de graves réserves au sujet d'un récent livre de M. Zévaès sur la III[e] République.

Après avoir lu ce qu'il écrit sur la C. G. T. et après m'être replongé dans son passé que j'ignorais à cause de ma jeunesse, je dirai que j'ai été bien bon de discuter sa prose.

M. Zévaès n'est pas de ceux avec qui l'on discute. — Georges ALBERTINI.

LA MUE DE M. VALOIS

Depuis la mémorable conférence de Saint-Denis, nous n'avons pas imprimé le nom de M. Valois. M. Valois ne nous intéresse pas. Mais nous avons observé avec curiosité ceux des militants du mouvement ouvrier qui, à Saint-Denis, avaient protégé M. Valois et s'étaient déclarés pour une collaboration avec lui. C'est sans surprise que nous les avons vus, les uns après les autres, non reconnaître leur erreur — ils sont trop grands pour cela — mais se détacher de M. Valois, comme ce fut, dernier en date, le cas des instituteurs de l'*Ecole Emancipée*. Pourtant, le camarade Régis Messac, malgré le départ de ses amis, restait. lui, fidèle à M. Valois.

Eh bien ! à son tour, le camarade Régis Messac abandonne M. Valois. Nous en sommes informés par un récent cahier de *Nouvel Age*. Le camarade Régis Messac s'est aperçu de certains changements dans la politique du journal. A la date du 26 mars, il écrivait à M. Valois :

...*Le désaccord entre nous est devenu vraiment fondamental. Le blocus de l'Allemagne a cessé d'être une simple proposition pour devenir la pièce maîtresse du programme d'action de* Nouvel Age. *Et ce n'est plus simplement le vocabulaire militaire que l'on rencontre dans les colonnes du journal, mais aussi l'appel répété à l'emploi de la technique militaire, et l'idéologie nationale et l'idéal patriotique. Je n'aurai garde de vous traiter de stalinien, mais je dois avouer qu'il y a des jours où Rodrigues me paraît être un pseudonyme de Bayet, et où N. A. parle le même langage que* la Lumière. *Il me paraît incontestable que la lutte préconisée par vous se placera inévitablement sur le plan national et sera une lutte entre nations. L'idée de la collaboration des peuples, encore mentionnée çà et là, est reléguée dans un avenir de plus en plus hypothétique. Or, vous le savez, pour moi cette collaboration est l'essentiel et je suis d'avis qu'il faut dépasser et délaisser le plan national, tous les plans nationaux et le plus vite possible, et le plus complètement possible, et sans esprit de retour.*

Bref, pour tout dire, je me sens devenu tout à fait étranger aux thèses défendues par le journal.

M. Valois s'est mis en frais pour répondre au camarade Régis Messac. Quelle abondance de phrases ! Mais, au fond, cela se réduit à : « Eh bien ! oui, nous avons, une fois de plus, changé. Vous ne voulez pas nous suivre ? Régis Messac, vous désertez ! » Il y a toujours un déserteur dans les mélos de M. Valois. Epinglons cet aveu délicieux :

Nous sommes — écrit M. Valois — au temps de notre « mue ». Que cela nous plaise ou non, il nous faut subir la loi de la croissance. Donc nous transformer.

Le malheur, c'est que la mue de M. Valois est fréquente et que ses causes réelles échappent à un esprit désintéressé comme Régis Messac. Messac a mis du temps à s'en étonner. En est-il même vraiment revenu ? Nous le lui souhaitons, mais ne saurions le plaindre. Voilà ce que c'est que de courir le guilledou avec un aventurier qui n'a même pas l'excuse du génie! — M. CH.

NOTES D'ÉCONOMIE ET DE POLITIQUE

PIERRE DE TOUCHE : LE REGIME DES MINES ESPAGNOLES

L'amitié de Franco est toujours recherchée avec passion par nos ploutodémocraties. Il n'est de flagormeries, de bassesses qu'on ne lui consente. Cependant Franco se réserve, et a soin, tout en ne rebutant pas les uns, de ne pas rompre avec les autres tant qu'il n'en aura pas tiré tout le jus que des poires peuvent donner.

L'évolution de la politique extérieure de Franco sera suivie, avec le plus de sûreté, en observant l'évolution de sa politique économique.

S'il adopte les méthodes économico-financières du capitalisme dit libéral, c'est-à-dire s'il consent aux grands industriels de France, d'Angleterre, de Belgique, la concession des richesses naturelles de l'Espagne et de ses services publics, moyennant que les banquiers des dits pays renfloueraient périodiquement sa trésorerie par des prêts à bons intérêts, la France et l'Angleterre auront gagné la partie, au moins provisoirement. Elles gouverneront le gouvernement espagnol jusqu'au moment où une guerre européenne permettrait à celui-ci, en se rangeant dans le camp opposé à celui de Londres et de Paris, de se libérer.

Mais si, au contraire, l'économie franquiste évolue vers le capitalisme d'Etat, autrement dit vers le type économique du fascisme, alors c'en est fait de Londres et de Paris. C'est Berlin et Rome qui s'installent dès maintenant à Madrid, et beaucoup plus solidement qu'avec leurs légionnaires.

C'est pourquoi la politique économico-financière de Franco présente tant d'intérêt.

Le capitalisme d'Etat, donc Rome et Berlin, vient de marquer un point. Un récent décret est venu, en effet, stipuler que doivent être déclarés au fisc tout l'or que possèdent les particuliers, ainsi que tout ce qu'ils possèdent en devises étrangères ou en titres étrangers. C'est là une mesure qui prélude, très probablement, à une réquisition par l'Etat de tous les moyens de paiement à l'étranger des particuliers, donc à un établissement, par voie indirecte, du monopole de l'Etat sur le commerce extérieur.

Mais le gros morceau, à propos duquel la décision qui sera prise fixera définitivement l'orientation du nouveau régime, ce sont les mines. On sait — nous avons eu l'occasion de le répéter maintes fois depuis trois ans, car c'est le fait capital qui commande toute l'économie et la politique espagnoles — que les mines espagnoles sont, dans leur immense majorité, la propriété de grands groupes financiers anglais, français et belges.

Ces mines vont-elles rester leur propriété ? Les concessions qui ont été données par la royauté, et respectées par la République, vont-elles être confirmées ? Ou bien, au contraire, procédera-t-on à la « nationalisation » ? C'est la question fondamentale qui, par la solution qui lui sera donnée, fera — pour le moment présent au moins — que l'Italie et l'Allemagne auront tiré les marrons du feu pour l'Angleterre, ou qu'au contraire c'est l'Angleterre qui a été couillonnée, en assurant, par la non-intervention, la victoire de Franco.

Pour le moment, cette question reste en suspens. Aucune mesure de nationalisation n'a été prise; il ne semble même pas qu'on en parle, publiquement du moins. En revanche, les mesures de guerre qui avaient été édictées à l'égard des exploitants de mines n'ont pas encore été rapportées. C'est-à-dire que ceux-ci sont libres, à certains restrictions près, de vendre leurs minerais où ils veulent et comme ils veulent, mais le prix qu'ils en touchent — en livres sterling — va, non dans leurs caisses, mais dans celles de l'Etat. Ils sont simplement crédités par celui-ci d'une somme correspondante en pesetas, calculée selon le cours officiel, c'est-à-dire, avec une très grosse différence par rapport au cours véritable; de ces pesetas, ils peuvent se servir pour leurs paiements en Espagne, mais ils ne peuvent exporter. De sorte qu'au total leurs bénéfices sont, et réduits, et bloqués. Ils ne sont pas expropriés de leurs mines, mais ils sont expropriés de leurs bénéfices.

Mieux que tous discours ou tous gestes plus ou moins symboliques, le sens dans lequel évoluera la question des mines montrera les forces relatives du parti anglophile des conservateurs traditionalistes : monarchistes, jésuites, tout ce qui se groupe, depuis juillet 1936, sous la dénomination de *requetes,* — et celles du parti germanophile des fascistes proprement dits, les jeunes démagogues, nationalistes et étatistes, de la *phalange.*

QUEL EFFONDREMENT DEPUIS L'AFFAIRE DREYFUS !

Les hommes de ma génération, qui sont venus à la vie publique avec l'Affaire Dreyfus, ont de quoi être atterrés.

Nous avons lutté pour les droits de l'individu et contre la raison d'Etat — et nous avons vaincu. Ou, tout au moins, nous semblions avoir vaincu. Nous nous imaginions donc que l'évolution de la législation et des mœurs irait dans le sens de garanties de plus en plus grandes pour les droits individuels; nous pensions que toute possibilité d'injustice commise à l'égard d'un homme, quel qu'il soit, par l'Etat, sous le prétexte de servir je ne sais

quel intérêt suprême, serait de plus en plus exclue.

Et voici qu'on nous apporte, sur le terrain même sur lequel nous nous étions battus en 98 et 1900, une négation absolue des plus élémentaires garanties de la liberté, de l'honneur et de l'existence même de l'individu. C'est Gérard Rosenthal qui a attiré l'attention sur ce fait dans un récent numéro de *S.I.A.*, en signalant le texte d'un monstrueux décret-loi du 17 juin 1938 qui interdit toute divulgation de renseignements sur les délits, ou présumés délits, d'espionnage.

Il y a 40 ans, nous avons combattu le huis-clos. Nous avions déclaré que la publicité de la justice était la condition indispensable à la sécurité des justiciables; que si, en quelque matière que ce soit, un homme pouvait être condamné entre quatre murs, sans contrôle de l'opinion publique, c'était la porte ouverte, non pas seulement aux erreurs judiciaires, mais aux crimes judiciaires.

Si, sur ce point précis, nous n'avions pas eu une victoire formelle, s'inscrivant dans la loi, il semblait bien cependant que, en pratique du moins, nous avions gain de cause, que le huis-clos ne serait plus prononcé que très exceptionnellement, et sous une forme aussi limitée que possible. Une ligue même s'était constituée, la Ligue des Droits de l'Homme (paix à ses cendres !) pour assurer à l'avenir le respect de cette garantie élémentaire.

Or voici que, depuis un an, en vertu d'une législation édictée par des ministres qui s'estimeraient insultés si l'on supposait qu'ils auraient pu ne pas être « dreyfusards », non seulement le huis-clos devient la règle, mais celui qui s'aviserait d'établir par des faits que l'on est en train d'accuser un innocent, que l'on se base sur des « bordereaux » dont l'auteur n'est pas l'accusé, ou sur des pièces « secrètes » fabriquées par un colonel d'état-major, aurait non seulement la bouche fermée, mais devrait, en outre, faire de 6 mois à 3 ans de prison.

Si vous ajoutez à cela que la peine de mort a été rétablie pour l'espionnage, il en résulte qu'un homme, présumé espion, ou que l'on accuse d'espionnage simplement parce qu'on veut le perdre pour cause de haine religieuse comme Dreyfus, ou de haine politique comme les accusés du P.O.U.M., peut être arrêté, jugé et exécuté avant qu'il ait été permis à quiconque de discuter les charges, ou même de faire connaître l'arrestation, le jugement ou l'exécution du présumé coupable.

Ce n'est plus le régime du huis-clos, c'est celui des oubliettes : « Disparu... sans qu'on sache pourquoi ». C'est tout ce qu'on pourra dire.

Tel est le régime guépéoutesque que nos « républicains » et nos « droits-de-l'hommards » veulent nous imposer, 40 ans après l'Affaire Dreyfus !

Quels dégénérés nous sommes !

COMMENT LES NOUVELLES CONDITIONS DE VIE CHANGENT LES CARACTERES DES « RACES »

L'Angleterre, qui n'a vraiment plus de chance, n'en a surtout pas en Palestine. On a vu que pour mettre fin à la situation impossible qui y règne depuis des années, le gouvernement Chamberlain avait imaginé une solution mixte qui se flattait de satisfaire à la fois les Juifs et les Arabes. Mais il advint ce qui arrive généralement en pareil cas : Juifs et Arabes rejetèrent à qui mieux mieux, les uns et les autres, le « Livre Blanc ». Les Juifs, notamment, firent une grève générale, et les attentats terroristes continuent de part et d'autre.

Mais le plus remarquable c'est que, depuis que la lutte pour la terre est engagée entre Juifs et Arabes, les Juifs font preuve d'une combativité extraordinaire, égale au moins à celle des Arabes. Plus ça va, et plus le terrorisme est le fait des Juifs au moins autant, sinon plus que des Arabes.

Cela ne doit pas être sans étonner ceux qui croient à la pérennité des caractères des races, ou des prétendues races.

Depuis un millier d'années que les Juifs existent sous leur forme actuelle, ils ont, maintes fois, été attaqués, battus, expulsés, etc... Or, *jamais* jusqu'ici ils ne s'étaient rebellés; ils s'étaient jusqu'à maintenant défendus exclusivement en rompant et en cédant.

Et voici qu'en Palestine, tout a changé : les Juifs deviennent des guerriers; ils affirment, avec la dynamite, leur droit à tenir le haut du pavé, et ne le cèdent pas.

Que s'est-il donc passé ? — Simplement ceci : que les Juifs sont devenus des colons, des propriétaires et exploitants terriens. Au lieu d'être confinés, comme ils l'étaient dans les sociétés agricoles qui les persécutaient, dans les fonctions de commerçants et de financiers, utiles à ces sociétés mais hors-cadres, des fonctions de hors-castes, ils se sont trouvés, en Palestine, introduits au sein même de l'économie agricole pastorale régnant dans le pays; et même à son échelon supérieur, celui de cultivateur et non de pasteur; ils ont participé ainsi à l'économie maîtresse, et ont, de ce fait, acquis immédiatement une mentalité et des mœurs de maîtres. Ils réagissent à l'égard des Arabes et des Anglais exactement de la même manière que réagiraient nos colons algériens à l'égard des Arabes si ceux-ci se révoltaient, et des Français de la métropole si ceux-ci s'avisaient de vouloir donner satisfaction, même très partiellement, aux revendications arabes.

Les uns sont Juifs, et soi-disant sémites, les autres chrétiens et latins. Il n'importe ! Les uns et les autres sont colons, ils occupent une même situation dans des sociétés semblables, leurs fonctions économiques et sociales sont en tout point comparables, presque identiques : leur courage est donc égal.

R. LOUZON.

RENAISSANCE DU SYNDICALISME

LA QUINZAINE

Avant Zurich *Le congrès de la Fédération syndicale internationale se tiendra à Zurich du 5 au 8 juillet prochain. Les organisations syndicales françaises aux mains des staliniens mènent, à ce propos, une campagne de presse remarquablement orchestrée dont l'objectif est de contraindre la F.S.I., non pas à accepter immédiatement les syndicats soviétiques, qui n'ont pas, je crois, demandé leur admission, mais à renouer les pourparlers avec lesdits syndicats en vue de leur entrée dans l'Internationale, et, plus généralement, à réaliser le front unique international — ou prétendu tel — par le moyen d'une conférence qui réunirait, sous les auspices de la F.S.I., l'Internationale ouvrière socialiste et l'Internationale communiste. La direction de la C.G.T. française est tout acquise à une telle campagne. Sa délégation à Zurich appuiera la proposition des Trade Unions, d'ores et déjà soumise à tous les centrales syndicales nationales adhérentes à la F.S.I. et conviant le bureau de l'Internationale syndicale « à saisir les syndicats russes d'une nouvelle invitation à s'affilier à la F.S.I. sur la base des statuts et règles de cette dernière ». Cette proposition est également formulée par la centrale syndicale norvégienne qui se déclare prête à « contribuer à la réalisation de l'affiliation des centrales russe et autres non encore affiliées, sur la base des statuts et du programme d'action de la F.S.I. ».*

Tandis que les Anglais, les Norvégiens et les Français défendront à Zurich la cause des syndicats soviétiques et s'efforceront, pour commencer, de faire annuler la décision d'Oslo, les Belges et les Suédois, pour ne parler que des centrales qui ont fait connaître leur point de vue, s'opposeront de nouveau à l'admission des Russes. La C.G.T. belge a répondu à la proposition des Trade Unions par une lettre aux centrales nationales, dans laquelle elle déclare que « dans la structure et l'activité des syndicats russes, ne s'est produit aucun changement qui pourrait induire la Belgique à revenir sur la position qu'elle avait prise ». Les Belges continuent à penser que « l'affiliation des Russes signifierait non pas un renforcement, mais le début de la dislocation de la F.S.I. ». Aujourd'hui comme hier, ajoutent-ils, la politique de la Russie vise « l'affaiblissement sinon la démolition de notre mouvement syndical ». Les syndicats russes restent les auxiliaires du parti bolcheviste. Sans doute un changement est-il intervenu dans les conditions politiques internationales. Sans doute ce qu'il est convenu d'appeler le « Front de la paix » s'est-il réalisé et discute-t-on de l'établissement d'un pacte anglo-franco-soviétique. Cela pourrait peut-être, pensent les Belges, nous commander de passer outre aux antagonismes idéologiques. Mais qu'en serait-il, et ils posent nettement la question, d'une action contre les puissances fascistes ayant pour but de priver celles-ci de matières premières si des gouvernements, et singulièrement le gouvernement soviétique, continuent d'approvisionner lesdites puissances fascistes ? Ici, on doit citer le Bulletin de la F.S.I. :

Aujourd'hui tout comme hier les choses veulent que, si le fascisme doit être vaincu sans guerre, c'est-à-dire en utilisant la circonstance qu'à l'heure actuelle les pays du Front de la paix jouissent encore par rapport aux matières premières nécessaires à la conduite de la guerre d'une position de monopole, et qu'en conséquence le fait de priver de ces matières premières les pays fascistes est avant tout l'affaire des gouvernements de ce Front de la paix.

Toutefois dans ce domaine il reste tout aussi peu possible de pousser ces gouvernements à l'action qu'il le fut antérieurement. Cela est tout aussi vrai pour le gouvernement russe. Dans le discours qu'il prononçait récemment devant le Soviet suprême, Molotov déclarait explicitement : « En menant des pourparlers avec l'Angleterre et la France nous n'estimons nullement qu'il faille renoncer aux relations d'affaires avec des pays comme l'Allemagne et l'Italie ». Il communiqua que récemment avait été signé avec l'Italie un accord commercial avantageux pour les deux pays, et que la reprise de pourparlers similaires avec l'Allemagne n'était pas exclue. A la fin de 1938 le gouvernement allemand a posé de nouveau la question de l'ouverture d'un crédit de 200 millions de marks et l'Allemagne hitlérienne se serait montrée prête à faire une série de concessions.

Aussi longtemps que les choses en demeurent là sur ce terrain, le terrain déterminant, il est fatal que toutes les démarches et toutes les initiatives dans le domaine d'une unité d'action « concrète » restent à l'état de désir respectable.

On attendra sans doute longtemps que nos staliniens cessent de lancer des invectives contre les dirigeants de la F.S.I. et répondent sérieusement à une telle objection, fondée, non sur des hypothèses, mais sur des actes et des discours officiels russes. Je serais, quant à moi, curieux d'entendre à Zurich, s'il m'était possible d'y aller, comment nos Frachon et nos Racamond justifieront les Russes sur ce point délicat, et je serais plus heureux encore d'écouter les explications de nos réformistes stalinisés. Tout ce monde est d'accord pour combattre les munichois et pour empêcher qu'un nouveau Munich ne se produise, tout ce monde réclame l'application toujours plus rigoureuse d'une politique de fermeté (avec la peau des autres) à l'égard des Etats totalitaires, mais que pense-t-il, ce monde à la vérité un peu mêlé, du récent accord commercial soviético-italien, de la fourniture par la Russie de quantités importantes de mazout, de manganèse et de blé à Mussolini, que pense-t-il des avances à l'Allemagne que contenait le discours de Molotov ? Voilà ce sur quoi il faudrait s'expliquer. Mais il est évidemment plus commode d'incendier les dirigeants de la Fédération syndicale internationale !

Autre point essentiel que nos staliniens et nos stalinisés passent soigneusement sous silence : l'attitude des syndicats américains. Ils essaient de minimiser l'importance de la Fédération américaine du travail en déclarant qu'elle ne représente plus qu'une partie du

mouvement ouvrier américain depuis la fondation du mouvement de John Lewis. Mais ils omettent de rappeler qu'avant Oslo, les Américains avaient dit qu'ils quitteraient la F.S.I. si les Russes y étaient admis, et ils laissent ignorer à leur public que les syndicats américains viennent, d'autre part, de faire connaître qu'ils ne s'associaient pas à la campagne pour la revision de la politique de neutralité des Etats-Unis. Seul, le citoyen Charles Laurent, secrétaire de la Fédération des fonctionnaires, y a fait allusion, (Tribune *du 27 mai*) *dans des termes qui valent leur pesant de moutarde et découvrent ce qui se cache derrière le paravent de l'unité syndicale internationale. Le morceau est à reproduire en entier :*

Je veux croire — écrit Laurent — que dans tous les pays où elles peuvent encore exister, nos organisations syndicales feront preuve d'intelligence et d'esprit de réalisme. Déjà, nos amis anglais ont décidé de ne pas continuer leur campagne contre la conscription. Ils ont bien fait, car les illustrés allemands publient avec un grand plaisir les photographies des cortèges. Espérons que nos camarades de *l'American federation of labor* parviendront, eux aussi, à une compréhension plus nette des nécessités actuelles.

Nous aurons à leur faire comprendre à Zurich, au congrès de la Fédération syndicale internationale, que leur opposition à l'abrogation de la loi de « neutralité » est mortelle pour la défense des idées qui nous sont communes.

*Voilà donc à quoi doit servir une Internationale syndicale ! A convaincre les travaillistes anglais de la nécessité du service militaire obligatoire ! Et les syndicats américains de l'urgence d'abroger la loi de neutralité ! Triste époque, vraiment. J'avais lu la déclaration des syndicats américains qui a soulevé l'ire du colonel-chef de bureau Charles Laurent. Sans méconnaître l'égoïsme national américain dont elle est imprégnée, je n'avais pu que me réjouir de voir une organisation syndicale de l'importance de l'*American federation *se préoccuper de ne pas envoyer une nouvelle génération aux tranchées. Voici cette déclaration faite devant la commission sénatoriale des affaires étrangères par le représentant de l'A.F.L., texte naturellement tenu sous le boisseau par notre presse syndicale :*

L'A.F.L. se base sur les principes de la loi de neutralité; elle pense qu'un pays neutre a aussi bien des obligations que des droits et que l'industrie des armements est une affaire d'intérêt public. Nous ne sommes pas d'avis qu'il faille modifier la loi de neutralité à l'heure actuelle, attendu que toute modification pourrait être comprise comme un changement dans notre politique extérieure.

Les travailleurs des Etats-Unis veulent la paix. Nous avons fait la guerre mondiale pleinement. Les expériences recueillies nous ont appris que les problèmes mondiaux ne peuvent être résolus qu'en paix et par la paix. Les travailleurs de ce pays souhaitent unanimement de se maintenir à l'écart des intrigues des pays qui cherchent l'agrandissement de leur territoire ou la protection de profits d'agressions antérieures...

Le prolétariat américain est inquiet devant les tentatives manifestement faites pour créer une psychose de guerre. Nous ne pouvons pas oublier ce que la mobilisation durant la guerre mondiale coûta de jeunes existences. Tout le prolétariat américain est opposé à ce qu'on envoie une nouvelle fois une génération aux tranchées. Nous réclamons donc l'adoption de toutes mesures publiques propres à éviter ce qui peut vainement contribuer à une évolution tendant à la guerre. Dans les circonstances actuelles on ne peut se prêter à des expériences. Dans l'espoir que la paix sera sauvegardée, la classe ouvrière réclame donc le maintien d'une mesure qui a fait ses preuves.

Même quand c'est William Green qui tient ce langage, nous, syndicalistes révolutionnaires et syndicalistes pacifistes, nous applaudissons ! Et quand nous lisons dans la Tribune des fonctionnaires *qu'un Laurent se prépare à manier la férule, à Zurich, contre les ouvriers américains « qui veulent la paix, non la guerre », nous rougissons de honte !*

*L'aveu qui a échappé à Laurent présente cependant l'avantage d'éclairer l'objectif poursuivi par ceux qui vont essayer, à Zurich, de forcer les portes de la F.S.I. pour le compte des syndicats soviétiques. Ce n'est pas d'unité syndicale internationale qu'il s'agit, et Laurent ne nous l'envoie pas dire. C'est de manœuvres, de savantes manœuvres, dont le but essentiel est de rallier ce qui reste de l'Internationale syndicale à une politique dictée par les Russes et qui ne peut conduire qu'à la guerre. Même si ce sont des réformistes qui s'opposent à ces machinations, nous crions bravo ! Ce qui n'empêche pas, pourtant, que nous ne sommes, sur le fond de la question, guère plus d'accord avec eux qu'avec les staliniens et les stalinisés. Nous croyons que la F.S.I. n'a plus qu'une existence nominale. Même au temps où elle était forte, elle ne fut jamais une Internationale syndicale telle que nous la concevions. Celle-ci serait-elle aujourd'hui possible ? Nous n'avons aucune illusion à ce propos. Et c'est pourquoi nous souhaitons que Zurich préserve ce qui peut être encore préservé, qu'il sauve ce qui peut être encore sauvé, c'est-à-dire qu'il maintienne la Fédération syndicale internationale à l'abri des manœuvres soviétiques, qu'il conserve les chances de paix, si minces soient-elles, que constituent encore les positions prises par certaines centrales syndicales nationales, comme l'*American federation of labor.

M. CHAMBELLAND.

Les quarante heures enterrées à Genève

Ceux qui conservaient encore quelque espoir dans l'Organisation internationale du travail auront été déçus en apprenant que la 25e Conférence internationale du travail avait décidé de remettre à une période plus favorable la discussion de la généralisation des 40 heures. Pour nous, la décision de Genève ne constitue pas une surprise. Même si les délégués ouvriers français s'étaient présentés dans d'autres conditions, même si les 40 heures continuaient d'être appliquées en France — et ce n'est malheureusement pas le cas — nous n'aurions pas plus confiance dans l'organisme genevois et nous resterions persuadés qu'il est privé des moyens de réalisation les plus élémentaires. Genève a enterré les 40 heures. Il a fait la démonstration frappante que la course aux armements ne peut aller de pair avec le progrès social. Mais il a fait aussi la preuve que les ouvriers ne peuvent rien espérer de lui et que c'est seulement en comptant sur eux-mêmes et en utilisant au maximum leur force syndicale qu'ils remettront les 40 heures à l'ordre du jour, bientôt nous l'espérons.

Les assurances et le plan

La nationalisation des assurances figure au nombre des « réformes » auxquelles se limite la nouvelle édition du plan de la C. G. T. Cette partie du plan, conçue en dehors des syndicats et sections d'assurances intéressés, donne lieu à de graves critiques, ce qui n'est pas surprenant étant donnée la méthode suivie. Nous reproduisons ci-après ce qu'en a écrit notre camarade Davoust, secrétaire du syndicat des techniciens de l'assurance, dans le numéro 15 *de son vaillant organe,* l'Assureur moderne :

Le plan économique confédéral comporte :

1° La réorganisation du crédit ; 2° Un plan de grands travaux pour ranimer l'industrie du bâtiment ; 3° La nationalisation des assurances ; 4° La réorganisation de la production, du transport et de la distribution de l'énergie électrique.

Ce n'est qu'un plan de nationalisations partielles à instituer dans le cadre de la société capitaliste actuelle, et non un plan de socialisations, mais il doit être conçu de manière à préparer *les cadres* de ces dernières.

C'est la mise au point d'un tel plan qui a manqué au programme du Rassemblement populaire. Réalisé après juin 1936, il eût pu consolider l'économie de l'Etat sans que l'usage des lois sociales conquises par la C. G. T. puisse être remis en question, car il aurait revigoré l'industrie sans augmentation appréciable du coût de la vie par la mise en chantier de grands travaux.

Son objectif d'intérêt national est de doter l'Etat d'un moyen de contrôle efficace du profit des industries-clés, puis de lui fournir assez de bénéfices industriels et de placement, pour n'avoir pas à écraser le peuple d'impôts et enfin d'assurer une telle prépondérance aux finances d'Etat qu'aucun consortium financier ne puisse influencer nos législateurs et nos gouvernements comme cela s'est produit à chaque législature et principalement au cours de cette dernière.

Et son objectif syndicaliste, principal à nos yeux, est de démocratiser l'entreprise, en concevant, pour l'exploitation directe de chaque industrie ou de chaque entreprise nationalisée, un conseil d'administration tripartite dont le directeur seul pourrait être désigné par le ministre.

Quant au conseil d'administration tripartite, sa composition doit être en général de 9 membres dont 3 choisis par le directeur, 3 choisis par les syndicats confédérés et 3 choisis par les syndicats d'usagers, municipalités et chambres de commerce.

Pour rendre plus efficace le travail de ce conseil d'administration tripartite, notre syndicat propose que l'on précise exactement les fonctions professionnelles de ceux qui peuvent être choisis par les divers organismes chargés de les désigner; en outre que les organismes confédéraux imposent la présence de leurs délégués à ce conseil d'administration tripartite, à au moins trois conférences par an des chefs de service, présidés par le directeur ou l'un de ses adjoints, conférences qu'il y aurait lieu d'instituer dans toutes les entreprises nationalisées, car il y a pas mal de directions qui n'ont pas encore compris l'utilité de ces conférences de chefs de service.

Mais la démocratisation de l'entreprise ne sera complète que si l'on exige de cette direction d'industrie ou de commerce l'acceptation d'une convention collective adéquate, imposant également la présence à ces trois conférences de chefs de service annuelles des délégués des diverses spécialités, agents de maîtrise, techniciens et employés du personnel intérieur et extérieur, afin de permettre aux membres du conseil d'administration confédérés et aux délégués du personnel de se tenir au courant de toute la technique de direction, commissaires et délégués ayant également le droit d'apporter à ces conférences des suggestions à titre consultatif. Les conférences de chefs de service ou d'atelier doivent être pour les délégués une école de cadres.

Le syndicat national des techniciens de l'assurance considère que c'est seulement lorsque ces institutions primordiales, au point de vue syndicaliste et démocratique, seront bien déterminées que l'on peut envisager un organisme de coordination supérieur des industries similaires, ou entreprises analogues, dont le conseil d'administration pourrait être composé d'autres éléments représentant notamment les ministères : finances, travail, commerce ou affaires étrangères, ainsi que des législateurs, en raison des relations extérieures de cet organisme supérieur de centralisation.

La partie du plan concernant l'assurance n'est pas conçue dans l'esprit général du plan

Si tel est bien l'esprit dans lequel est conçu le plan confédéral, et nous avons pu remarquer que les camarades qui ont élaboré le plan, notamment sa quatrième partie, en ont respecté le sens général, par contre le camarade qui a conçu la troisième partie : nationalisation de l'assurance, n'a pas respecté l'esprit du plan. Il n'y a d'étonnant à cela que l'entêtement avec lequel on s'est acharné à ne pas tenir compte de l'avis et des travaux du Syndicat national des techniciens de l'assurance depuis deux ans et demi, c'est-à-dire bien avant qu'on ne se préoccupe activement de ces questions.

On n'a même consenti à consulter, paraît-il, quelques camarades de la section fédérale des assurances que depuis la parution de l' « Assureur Moderne » n° 14 qui nous a valu une menace de sanction. Mais comme par hasard on s'est bien gardé de consulter les seuls camarades du S. N. T. A. qui n'ont jamais cessé de travailler et de mettre au point ces questions.

Cependant, au conseil économique de la C. G. T. on laisse un seul camarade, de talent certes, mais qui ne possède parfaitement que la technique de l'actuariat des assurances, et qui n'a de la technique de direction complète de cette industrie aucune pratique, alors que les camarades de notre syndicat qui ont élaboré notre projet sont des techniciens qui ont des titres universitaires égaux, avec en plus 10 à 20 ans de pratique.

Résultat : depuis mai 1936, le plan confédéral a changé trois fois sa conception particulière de la nationalisation de l'assurance, alors que la première seule était défendable. Il faudra y revenir, car la troisième, qui complète la partie du plan confédéral en ce qui concerne la nationalisation de l'assurance est non seulement contraire à l'esprit du plan, mais son application serait catastrophique...

Principales critiques

... Les principales critiques du projet confédéral sont :

1° L'absence de commission tripartite qui ne cadre pas avec l'esprit du plan ;

2° L'illogisme de nationaliser totalement la branche vie qui est la plus commercialisée, et ne peut être rendue obligatoire, et ne nationaliser que 50 pour 100 des autres risques dont l'obligation serait facilement acceptée, puisque l'assurance accident-chasse a été rendue obligatoire à la satisfaction générale ;

3° Le groupement en une seule administration d'une centaine de sociétés détruirait tout stimulant à la production et créerait une bureaucratie écrasante et omnipotente.

4° Le projet a oublié totalement la capitalisation ;

5° Le projet confédéral indique que la technique de la branche vie serait au point, et connue, mais ce n'est que celle de l'actuaire, tandis que la technique de production par contre change et s'adapte

aux circonstances. Elle doit souvent modifier sa présentation et son argumentation, renouveler fréquemment ses organisations, et rendre de plus en plus libérales les polices, actionnée et stimulée en cela par la concurrence ;

6° L'affirmation que les producteurs vie sont tous des spécialistes est une erreur flagrante. Les inspecteurs spécialistes seuls sont plus nombreux que dans les autres branches, mais 95 p. 100 des agents généraux de province réalisent des contrats toutes branches, y compris la vie, et les inspecteurs spécialistes ont besoin d'eux pour prospecter en sympathie dans leur clientèle ;

7° Le projet confédéral n'a précisé aucun statut pour le personnel qui lui resterait, ni estimé ce que lui coûterait 50 p. 100 du personnel licencié. Il n'a prévu, dans l'énorme administration qu'il crée par la nationalisation d'une centaine de sociétés vie, aucune extension des attributions des délégués du personnel au contrôle de la technique de direction, c'est-à-dire de la liaison entre les services de production, agences, comptabilité, contentieux et actuariat.

8° Le projet confédéral supprime les compagnies étrangères qui ne nous gênent nullement, au contraire, car elles contribuent à rendre plus libérales les polices, et leurs réserves mathématiques en titres restent obligatoirement à la caisse des dépôts et consignations ;

9° L'ensemble de ces erreurs fondamentales détruit toute l'économie du projet. Il y a environ 50.000 producteurs vie, inspecteurs, agents généraux, agents et courtiers, dont à peine 2.500, soit 1/5, sont des spécialistes. En admettant que ces derniers fassent seuls, c'est-à-dire sans l'aide des autres agents toutes branches, le double de leur production actuelle, cela donne 10 p. 100 de la production totale des sociétés.

Admettons encore qu'un certain nombre d'agents toutes branches, 5 p. 100, se donnent encore à la production vie, les calculs les plus optimistes n'arrivent pas à faire réaliser à cet organisme d'Etat 20 p. 100 de la production actuellement enregistrée par les sociétés...

Conséquences désastreuses

Résultat financier : L'impossibilité de licencier du personnel en proportion de l'en moins de production, ferait augmenter les frais généraux et la caisse nationale vie n'enregistrerait que des pertes.

Résultat pour le personnel : Licenciement de 50 pour 100 du personnel administratif intérieur, et 90 p. 100 du personnel de production seraient atteints dans leurs ressources actuelles, ne pouvant conserver que la production et la gestion des autres risques. Enfin, les autres 10 p. 100 seraient tout au moins privés de la gestion des risques divers.

Bref, tous les producteurs et gestionnaires seraient mécontents. Assez tièdes déjà vis-à-vis des nationalisations, malgré leurs ennuis actuels avec les sociétés privées, ils deviendraient hostiles à ce sabotage des nationalisations.

Et 50.000 assureurs mécontents, lesquels ont généralement l'argument facile, et savent convaincre une clientèle nombreuse, qui les considère ; cela ferait du bruit.

Ajoutez à cela le nombre des employés vie licenciés, et vous vous rendrez compte de la désastreuse conception de cette partie du plan.

Résultat moral : La haute finance aurait tôt fait de retrouver son crédit dans le pays qui s'empresserait de lui rendre son monopole, et ce désastre nous mettrait pour longtemps dans l'impossibilité de reparler de nationalisations.

Il faut donc reconsidérer cette partie du plan.

Pour le faire rapidement, il suffit :

1° D'abandonner le projet de nationaliser totalement l'assurance vie.

2° D'instituer une caisse nationale de réassurance de tous risques en toutes branches, prélevant obligatoirement 30 p. 100 des risques, y compris les primes de capitalisation, avec faculté de réassurer pour 50 p. 100 ce qui sera utilisé par les petites sociétés, puis avec part de 50 p. 100 obligatoire dans tous les traités de réassurance avec faculté d'augmenter, en faveur de la caisse nationale, cette part de 30 p. 100.

Notre connaissance du marché actuel de l'assurance-vie nous permet d'escompter que l'ensemble donnerait à la caisse nationale environ 50 p. 100 des risques envisagés, et cela favoriserait énormément les petites sociétés bien tenues.

3° De mettre à l'étude la partie de notre projet qui comporte une expérience préliminaire de caisse nationale d'assurances tous risques en toutes branches, sur laquelle nous comptons pour préparer les nationalisations totales, et fixer la C. G. T. ainsi que le pays sur les meilleures modalités de l'envisager.

4° De proposer tout de suite avec le projet de réassurance d'environ 50 p. 100 tous risques en toutes branches, l'obligation de l'assurance incendie, accidents, loi, auto, risques des tiers, par un texte analogue à celui de notre projet.

Nous aurions là de très sérieux et solides arguments vis-à-vis des masses qu'il s'agit de convaincre, puisque vous pouvez tous craindre que des personnes non assurées et insolvables brûlent votre avoir, que des machines-outils d'un petit patron ou que l'auto d'un chauffeur vous blesse ou vous tue.

E. Davoust,

Secrétaire du syndicat des techniciens de l'assurance.



PARMI NOS LETTRES

L'impérialisme ouvrier

Nous avons reçu d'un camarade algérien la lettre suivante :

Le colonialisme impérialiste est maintenu dans les colonies par l'impérialisme ouvrier européen qui existe dans les mêmes colonies.

L'ouvrier européen dans les colonies trouve normal de remplacer un indigène dans son travail, et il accepte volontiers les maigres avantages que lui donne le patronat sur l'indigène ; aussi s'expose-t-il à être la première victime du choc qui se produira inévitablement pour la libération des peuples colonisés.

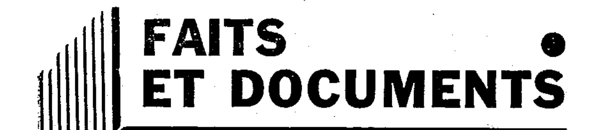
Louzon, Huart, Challaye, etc.... n'ignorent pas l'existence de l'impérialisme ouvrier dans les colonies. Pourquoi ne s'attaquent-ils pas à lui dans leurs conférences, propagandes, articles dans les journaux et revues, etc... ?

Le colonialisme impérialiste ne peut se maintenir que grâce à l'impérialisme ouvrier.

Tous les ouvriers européens des colonies (à quelques exceptions près) sont les ennemis directs des peuples colonisés.

Ce que dit notre camarade est malheureusement exact. Ce n'est d'ailleurs là qu'un cas particulier des multiples divisions qui séparent les travailleurs.. Le travailleur colonial d'origine métropolitaine méprise le travailleur indigène, tout comme le domestique de grande maison méprise l'ouvrier, l'employé de bureau le travailleur manuel, l'ouvrier qualifié le manœuvre. Chacun se venge sur plus petit que ce soit ; c'est plus facile et moins dangereux que de s'en prendre à l'auteur direct de son exploitation.

Cela ne pourra cesser que par l'unification des conditions de vie des différentes catégories du prolétariat. Au fur et à mesure que, grâce à leur action syndicale, les travailleurs des peuples colonisés obtiendront des salaires égaux à ceux des ouvriers européens, ils forceront leur respect, et les uns et les autres cesseront alors de se regarder en ennemis.



LES FAITS

SAMEDI 3 JUIN : A Paris, congrès des adjoints techniques des ponts et chaussées et des cheminots des réseaux secondaires. — *Angleterre :* Perte du sous-marin « Thetis », 99 morts.

DIMANCHE 4 : A Lille, inauguration de l'exposition du Progrès social. Congrès des U. D. de la Loire, des Vosges et du Vaucluse.

MARDI 6 : Décret-loi aggravant le code disciplinaire de la marine marchande. A Paris, congrès du syndicat des douanes. L'incendie d'une imprimerie à Châtelaudren cause neuf morts.

MERCREDI 7 : Le paquebot « Saint-Louis », à bord duquel se trouvent mille réfugiés israélites, n'ayant pu les débarquer à Cuba, met le cap sur l'Allemagne. — *Angleterre :* Un haut fonctionnaire du Foreign office, M. Strang, va partir pour Moscou porteur de nouvelles propositions franco-anglaises. — *Allemagne :* Signature de traités de non-agression avec la Lettonie et l'Estonie.

JEUDI 8 : A Limoges, congrès du syndicat des indirectes. A Paris, congrès du syndicat des personnels du trésor. Réception de M. Charles Maurras à l'Académie française. A Genève, 25e session de la conférence internationale du travail.

VENDREDI 9 : *U.R.S.S. :* Losovski est nommé vice-commissaire du peuple aux affaires étrangères. — *Bohême-Moravie :* Incidents à Kladno et à Prague.

SAMEDI 10 : Grève de 24 heures des dockers de Rouen. A Paris, congrès du syndicat de l'enregistrement.

DIMANCHE 11 : Congrès des U. D. de la Charente, d'Indre-et-Loire, des Landes et du Loiret.

LUNDI 12 : *U.R.S.S. :* Le gouvernement met en application l'accord commercial italo-soviétique.

MARDI 13 : La Chambre vote la priorité de réembauchage des licenciés du 30 novembre et l'amnistie des fonctionnaires frappés pour cette grève. Les israélites du « Saint-Louis » seront hébergés par divers pays, Belgique, Hollande, France, Angleterre.

MERCREDI 14 : *Chine :* Les troupes japonaises bloquent les concessions anglaise et française de Tien-Tsin. — Les boulangers livraient aux soldats de la ligne Maginot du pain frelaté. A Grenoble, congrès de la fédération vicinale.

JEUDI 15 : La conférence internationale du travail vote à la quasi-unanimité l'ajournement du débat sur la généralisation des 40 heures. La Chambre adopte le projet d'amnistie. Elle demande au gouvernement d'instituer la retraite des vieux par décret-loi.

VENDREDI 16 : On apprend la disparition au large des côtes d'Annam du sous-marin français « Phénix » : 77 morts. Meeting des services publics parisiens, le service d'ordre malmène les manifestants. Gaston Lévy est condamné à trois ans de prison pour sa gestion de la Banque des coopératives. — *U.R.S.S. :* Le gouvernement n'accepterait pas les propositions franco-anglaises.

La retraite des vieux Une fois de plus la Chambre s'est préoccupée de la retraite des vieux travailleurs, cette histoire dont on parle depuis si longtemps mais qu'on ne semble pas près de réaliser. Pris de zèle, nos parlementaires se sont livrés de nouveau à des assauts de pure démagogie électorale, puis, confessant leur impuissance, ils ont voté à l'unanimité, c'est-à-dire socialistes et communistes compris, une proposition de résolution invitant le gouvernement à réaliser la retraite des vieux... par décret-loi ! « Vous voyez bien que la méthode des décrets-lois a du bon... » s'est alors exclamé ce sacré Anatole, qui faisait l'intérim de M. Pomaret. M. de Monzie était, on le pense bien, tout heureux d'enregistrer cette carence de l'assemblée du suffrage universel. Comment nos élus auraient-ils pu avouer mieux que le système parlementaire est dénoué de capacité ?

Les vieux — les vieux travailleurs — attendront donc ce qu'il plaira à M. Daladier d'imaginer. Mais il y a d'autres vieux, qui, eux, n'attendent guère, témoin cet extrait de l'*Officiel* que nous communique un abonné et qui nous apprend que « *M. Marcel Régnier, ancien ministre des finances, vient d'être nommé administrateur de la C.G.T.* » (lisez : Compagnie Générale Transatlantique, et ne confondez pas, s'il vous plaît.) Battu par Marx Dormoy, M. Marcel Régnier n'est plus sénateur. Nous supposons que sa retraite de sénateur doit être liquidée à un taux intéressant. Il va la cumuler avec les jetons de présence de la Transat. Sans oublier, bien entendu, ceux de la Compagnie fermière de Vichy. Nous n'avons plus, Dieu merci !, à nous inquiéter pour les vieux jours de cet honorable.

Comment « ils » se traitent Puisque nous parlons de la Compagnie Générale Transatlantique, profitons-en pour consigner l'étonnante lettre adressée le 3 juin par M. de Chappedelaine, ministre de la marine marchande, à M. Victor Peytral, ancien ministre. M. Victor Peytral était administrateur de la Transat. Quand, après l'incendie du *Paris*, le ministre procéda au remplacement de M. Olivier et qu'il nomma à la présidence de la Transat M. Jean Marie, M. Victor Peytral protesta contre le décret de M. Chappedelaine, contraire, disait-il, aux statuts de la société, et, pour matérialiser sa protestation, il rendit son tablier. Le ministre répondit à M. Victor Peytral par le curieux document que voici :

Par lettre en date du 25 mai, vous m'adressez une série de critiques auxquelles je ne m'abaisserai pas à répondre. J'accepte votre démission d'administrateur d'Etat de la Compagnie générale transatlantique, sans rien retenir des motifs que vous invoquez.

Permettez-moi, toutefois, de vous rappeler que la loi du 20 juillet 1933, portant réorganisation de la Compagnie générale transatlantique, interdit aux administrateurs, dans son article 6, de prendre ou de conserver un intérêt direct ou indirect dans une entreprise passant des marchés avec elle.

Or, vous êtes administrateur d'une société de pétrole qui devait fournir du combustible à la Compagnie transatlantique, et je comprends fort bien que votre démission vous permette de sortir d'une situation particulièrement délicate pour vous.

Et toc ! dirait Gavroche. Un esprit mal fait se demanderait si la situation illégale de M. Peytral fut découverte par M. de Chappedelaine le jour où M. Peytral s'avisa de critiquer une de ses décisions, ou bien si elle avait été jusque-là tolérée. Nous ne sommes pas indiscrets à ce point. Nous croyons seulement utile de retenir un témoignage écrit sur la façon dont nos dirigeants se traitent parfois. Cela pourra servir à la petite histoire de la République troisième du nom.

Les staliniens pères lapins Les camouflages staliniens sont nombreux. Il n'y a pas que les organisations auxquelles le congrès de Nantes a interdit aux socialistes S. F. I. O. d'adhérer et qu'il a désignées par leurs noms : Amis de l'U.R.S.S.; Secours populaire; Paix et liberté. Il en est d'autres, dans les domaines les plus divers. Nous pouvons considérer comme telle

l'Union nationale des amis de l'enfance qui vient de tenir son congrès à Montrouge, les 3 et 4 courant. La présidence de la séance d'ouverture était assurée par M. Langevin, assisté du député communiste Georges Lévy, du maire communiste Soupé, d'Andrée Viollis, du professeur Wallon. Il y avait aussi Mme Eliane Brault, Mme Lahy-Hollebecque, Freinet, Georges Sadoul, Le Bigot, Mme Duchêne. Bien que le camouflage ait été étendu à des personnalités moins compromises, par exemple Mlle Suzanne Lacorre, on aura reconnu le personnel.

Ce mouvement s'est donné pour objectif de protéger l'enfance, — tâche qui pourrait être utile — mais aussi de lutter contre la dénatalité, ce qui veut dire pour la repopulation. Il a, notamment, reçu l'adhésion du très réactionnaire sénateur M. Pernot (*Humanité* du 4 juin) ce qui est déjà tout un programme. Le congrès de Montrouge a accueilli à sa tribune M. Boverat en personne, le président de l'Alliance des repopulateurs ! Voici en quels termes le même numéro de l'*Humanité* nous l'a appris :

M. Boverat, président de l'Alliance nationale contre la dénatalité, présente ensuite un remarquable rapport sur le problème de la dénatalité. Il demande notamment le relèvement des allocations familiales et leur extension à toutes les classes laborieuses, artisans, petits commerçants et paysans. Son rapport est vivement applaudi.

La séance du matin se termine par la visite d'une délégation d'enfants des écoles qui offre des fleurs au professeur Langevin.

C'est ce M. Boverat qui mène campagne contre les timides essais de propagande malthusienne, s'appuyant d'ailleurs sur une loi scélérate votée par le Bloc national en 1920. C'est lui qui demande aux ouvriers et aux paysans français d'avoir beaucoup d'enfants. C'est lui, enfin, qui exige une répression sévère de l'avortement. On aura une idée plus complète du bonhomme et de son Alliance en parcourant cette liste de ses commanditaires, que nous avons trouvée dans la *Patrie Humaine* du 16 juin :

Compagnie des commissionnaires — Ligue maritime et coloniale — Consortium de l'industrie textile — Institution d'organisation commerciale — Union pour l'industrie électrique — Syndicat du papier journal — Union syndicale des banquiers — Syndicat du commerce des sucres — Syndicat du commerce des avoines — Syndicat patronal d'Elbeuf-Louviers — Chambres de commerce — Caisse d'épargne — Caisses de compensation — Sociétés Aubert et Duval frères — Automobiles Peugeot — Les petits-fils de François de Wendel — Ateliers et chantiers de Bretagne — Hotchkiss (automobiles et mitrailleuses) — Hauts Fourneaux de la Chiers — Mines de Kali-Sainte-Thérèse — Société Houillère de Rochebelle — Houillères de Liévin — Mines de Carmaux — Crédit lyonnais — Banque de l'Indochine — Caisse de liquidation de Paris — Banque de l'Algérie — Raffinerie Lebaudy-Sommier — Raffinerie Lassandres — Compagnie sucrière — Compagnie générale des Eaux — Compagnie continentale du gaz — Société du gaz franco-belge — Compagnie parisienne de distribution d'électricité — Compagnie d'électricité de Marseille — Société anonyme Saint frères — Société anonyme Paris-France — Société Montgolfier (Annonay) — Société française des glycérines — Mgr Marmottin, évêque de Saint-Dié.

Tel est le monsieur que nos staliniens et leurs dupes accueillent, qu'ils écoutent, qu'ils applaudissent ! Ils en sont là ! Les staliniens pères lapins ! Dame, ne leur faut-il pas du matériel humain pour leur prochaine « dernière » ?

Le gérant : M. CHAMBELLAND



Imp. S.N.I.E., 32, rue de Ménilmontant, Paris (20e)

ENTRE NOUS

DES ABONNEMENTS NOUVEAUX

La souscription exceptionnelle que nous avons lancée en mai reste ouverte. Nous sommes contraints par l'état de nos finances de continuer à demander à nos lecteurs et amis un effort supplémentaire, et nous insistons même auprès de ceux qui sont particulièrement attachés à la « R.P. » pour qu'ils nous consentent cet effort supplémentaire plusieurs mois de suite.

Vous constaterez vous-mêmes, chers camarades, par les comptes de 1937 et de 1938 que nous allons très prochainement publier, que nos dépenses d'impression ont, en deux ans, augmenté dans une proportion considérable, et que cette augmentation justifie amplement nos appels. Et vous n'hésiterez pas à nous donner les moyens de tenir sans faire de dettes; nous n'en voulons pas; nous préférerions fermer boutique.

Mais si vous voulez vraiment que notre existence ne demeure pas précaire, si vous voulez assurer à l'un des rares organes ouvriers libres qui subsistent dans ce pays un budget qui lui permette de durer, la souscription ne suffira pas. Il faudra faire un effort parallèle pour le recrutement de nouveaux lecteurs, de nouveaux abonnés. La souscription permet de faire face momentanément à des difficultés : elle ne supprime pas ces difficultés. Il ne nous coûterait guère de servir la « R.P. » à cent abonnés de plus. Cent abonnés de plus, cela représenterait pour nous 4.000 francs de recettes supplémentaires chaque année, des recettes durables, une amélioration permanente de notre budget. La souscription bouche un trou pour quelques mois. Des abonnés nouveaux feraient disparaître le déficit.

Qu'attendez-vous, chers amis, pour nous procurer 100 abonnés de plus?

« LES AMIS DE PILLER ».

Au mois de juin de l'année dernière, un de nos camarades, Pierre Piller, était arrêté au moment où il rentrait chez lui. Il était inculpé d'insoumission. En effet, entre 1914 et 1918, se trouvant hors de France, il n'avait pas jugé bon d'y revenir pour prendre part à l'inutile et cruelle tuerie.

Ce n'était pas uniquement pour sauver sa peau, encore que ce seul souci eût été légitime. Mais un idéal l'animait pour lequel il milita assidûment, en dépit des persécutions et quelquefois de la misère. D'ailleurs son action, ses articles et ses livres (publiés sous le pseudonyme de Gaston Leval) sont bien connus. Expulsé d'Argentine, il regagna l'Espagne et mis dans l'impossibilité d'y rester, il revint en France en 1937. Un an après, il était arrêté et condamné à quatre ans et demi de prison.

Piller est âgé de 44 ans, il est père de trois enfants, dont l'un est malade. Sa vaillante compagne — et ce n'est pas là une formule — s'efforce à les entretenir. Avec quelle peine, on le devine. Pour l'y aider s'est constitué le « Comité des Amis de Piller », qui s'efforcera aussi, au moment propice, d'obtenir sa grâce. Pour l'instant, ce comité se bornera à venir en aide à sa famille, et c'est surtout d'argent qu'il a besoin. Y aurait-il un seul militant, un seul pacifiste qui voudrait laisser les enfants de notre ami dans le besoin ? Que les camarades qui s'intéressent au sort de Piller nous le manifestent. Le moyen le plus efficace est le versement mensuel auquel s'est arrêté le Comité. Prière d'envoyer les fonds au compte chèque postal 48.323 Paris, Albert Ledrappier, 27, rue de la Gare, Cachan (Seine).

Merci d'avance !

Pour les « Amis de Piller » : *L. Anderson, M. Chambelland, V. Godonnèche, L. Lecoin, A. Ledrappier, J. Rémy, H. Poulaille.*

S. I. A.

SOLIDARITE INTERNATIONALE ANTIFASCISTE

L'aide aux camarades espagnols

Service des colis de solidarité pour les camps et les réfugiés

COLIS « A » à 25 FRANCS

Un rasoir avec lames
Un blaireau avec savon.
Une glace de poche
Une savonnette
Une brosse à dents avec pâte
Un nécessaire pour coudre
Papiers, enveloppes, crayons, timbres-poste.
Un paquet de tabac avec feuilles
Un peigne et un gant de toilette
Un mouchoir

COLIS « B » à 35 FRANCS

Une paire de chaussettes
Une paire d'espadrilles
Une chemise
Un caleçon
Une serviette

COLIS « C » à 40 FRANCS

Une livre de café
Un kilo de sucre
Une livre de chocolat
Une boîte de lait
Une boîte de sardines
Une boîte de pâté
Une boîte de fromage
Une boîte de bœuf à la gelée
400 grammes de savon

COLIS « D » à 100 FRANCS

Le colis « A »
Le colis « B »
Le colis « C »
LES TROIS PAQUETS REUNIS.

NOTA : Pour les femmes et les enfants, le contenu du colis A et du colis B sera conditionné, naturellement, en tenant compte du remplacement à effectuer pour certains articles.

Dès la remise d'une des sommes indiquées ci-dessus le colis correspondant est expédié à un camarade espagnol **nommément désigné,** soit désigné **par le donateur** s'il le désire, soit choisi par S.I.A. dans le cas contraire.

Les fonds doivent être adressés à

FAUCIER, 26, rue de Crussol, Paris XIe. — Chèque postal : 596-03 Paris.

ou versés aux bureaux de S.I.A. même adresse ou encore au bureau de la « R.P. » ou à son chèque postal.